

Parti communiste libanais : Faire face au programme économique de Sanioura

dimanche 7 janvier 2007, par [PCL](#) (Date de rédaction antérieure : 5 janvier 2007).

Le Bureau politique du Parti Communiste libanais a tenu une réunion extraordinaire afin de débattre de la situation économique qui prévaut dans le pays et des mesures prises dernièrement par ce qui reste du gouvernement de Fouad Sanioura en préparation à la troisième conférence qui se tiendra, le 25 janvier, à Paris. Il a publié le communiqué suivant concernant la question :

Le Bureau politique du parti Communiste libanais voit dans le soi-disant projet « de développement, de reconstruction et de réforme », adopté par le gouvernement libanais en préparation à la « Conférence Paris-3 », une fuite en avant qui tente d'ignorer la crise profonde qui sévit dans le pays et les divisions profondes qui en sont une conséquence directe. De plus, l'adoption du projet, lors de la réunion tenue le jeudi 4 janvier, s'oppose à la volonté et aux intérêts de la moitié des Libanais, au moins, parce qu'il contient des promesses et des obligations concernant le vote de mesures et de directives qui toucheront de près les intérêts de tous les Libanais.

Le Bureau politique du PCL trouve que le gouvernement actuel dirigé par Fouad Sanioura, ou ce qu'il en reste, est un gouvernement illégal et anticonstitutionnel, en butte à une opposition populaire qui refuse, non seulement ses politiques et ses pratiques, mais aussi le principe même de son existence. Surtout que ce gouvernement fait fi de l'opinion publique et des revendications populaires en adoptant un programme économique que cette opinion avait déjà refusé sous le nom de « Programme de Beyrouth-1 ».

D'ailleurs, le comportement du gouvernement approfondit les divisions déjà existantes et impose au peuple libanais une politique qui n'aura pas de grands effets sur les problèmes véritables auxquels le Liban est soumis. Bien au contraire ! Les soi-disant réformes adoptées ne sont autres que de nouvelles garanties données aux Etats donneurs que Sanioura est prêt à adopter toutes les mesures financières, monétaires et économiques allant dans le sens des diktats du FMI et de la Banque mondiale, même si ces mesures feront endosser à ce qui reste de la classe moyenne et à tous les salariés le prix de l'énorme dette publique contractée dans les années quatre-vingt-dix... Sans oublier tous les méfaits qui pourraient relever de l'application des privatisations et de l'ouverture du Liban à l'afflux des capitaux étrangers, puisque c'est sur de telles bases que le gouvernement de Sanioura se présente devant les donneurs, surtout qu'une partie de la dette publique, soit 20 milliards de dollars, doit être restituée durant les deux années à venir, c'est-à-dire avant la fin de 2008...

Et, si le Premier ministre a essayé, lors de la présentation de son ancien programme renouvelé, d'accuser l'opposition d'avoir retardé la mise à exécution de son programme, il a surtout voulu, en tirant sur l'opposition actuelle, camoufler les dangers qui attendent le peuple libanais et qui le mèneront, si le programme gouvernemental est appliqué, à une mort certaine.

Voilà pourquoi le Parti Communiste libanais réitère son refus du programme économique appelé aujourd'hui « Paris-3 », parce que c'est un programme qui met le sort et la survie du Liban aux mains d'un petit groupe de nantis, surtout qu'il ne présente aucune preuve valable sur les possibilités d'un développement économique qui aboutirait à la création de nouveaux emplois et, par

suite, à l'atténuation progressive des conditions de vie difficiles ; ce qui aurait pour effet de diminuer le chômage ainsi que l'émigration des jeunes.

Le PCL, vu tous ces dangers, a décidé de faire face à ces pratiques socio-économiques bien connues et toujours renouvelées, et cela à travers des activités tant politiques que populaires.

Il fait appel à toutes les forces populaires et syndicales lésées par un tel programme de participer à ces activités.

Le Bureau politique du PCL tiendra, à cet effet, une conférence de presse, le mercredi prochain (10 janvier), durant laquelle le Secrétaire général exposera les démarches visant à mettre un terme à ce plan.

Le Bureau Politique du PCL
Beyrouth, le vendredi 5 janvier 2007